

Questions orales

L'hon. John Roberts (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, l'économie reprend de la vigueur et les perspectives d'emploi s'améliorent. Au cours des huit derniers mois, on a créé près de 300,000 nouveaux emplois au Canada. Tout comme les autres chômeurs, les jeunes profitent de la création d'emplois. Non seulement les jeunes, mais les femmes qui entrent sur le marché du travail. Le député le sait bien, nous avons consolidé nos programmes pour mieux atteindre les jeunes et répondre plus efficacement aux services qu'ils réclament. Si le député a d'autres programmes à proposer, je les examinerai volontiers et s'ils se révèlent valables, je serai prêt à les mettre en pratique.

Il n'y a pas de solution magique à ce genre de problème. Cependant, nous avons des solutions à offrir. Et j'espère que le discours du trône nous offrira l'occasion de le faire. J'espère également que nos vis-à-vis accepteront de mettre fin le plus rapidement possible au débat actuel, ce qui nous permettrait de présenter nos solutions.

* * *

LES PÊCHES**LA RESTRUCTURATION DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE À TERRE-NEUVE**

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Madame le Président, je voudrais poser ma question au ministre des Pêches et des Océans. Elle a trait à la crise qui est en train de détruire l'industrie de la pêche de la région de l'Atlantique et à la décision unilatérale prise par le gouvernement fédéral et annoncée par le ministre en vue de former une importante société nationalisée à Terre-Neuve qui englobera une bonne partie de l'industrie de la pêche hauturière de la province. Comment le gouvernement peut-il penser que sa présence dans l'industrie de la pêche renforcera l'industrie vu que le gouvernement provincial, les syndicats et les sociétés du secteur privé s'opposent fermement au projet de restructuration et à une telle intervention maladroite du gouvernement fédéral dans l'industrie?

● (1450)

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je tiens tout d'abord à rappeler à mon honorable ami que si trois ou quatre sociétés éprouvent des difficultés financières, j'ai pour ma part rencontré des représentants de chacune d'elles pour leur demander de m'en expliquer les raisons. Je prie les députés de croire que ces difficultés financières ne sont nullement causées par les politiques gouvernementales et que les sociétés ont eu l'honnêteté de le reconnaître. Même si la situation est difficile, il y a dans l'industrie plus de 700 petites sociétés qui réalisent des bénéfices et qui font tourner leur entreprise.

Quant au cas des trois ou quatre sociétés dont le député veut parler, je lui rappelle que le gouvernement fédéral et seulement le gouvernement fédéral a offert de dépenser un certain montant pour résoudre le problème. Le gouvernement fédéral est le seul à l'avoir fait. Ni les syndicats, ni les sociétés, ni la banque, ni le gouvernement provincial n'y étaient prêts. Nous sommes les seuls à avoir offert 75 millions de dollars. Nous avons

accepté de dépenser pour refléter notre politique et nos engagements.

M. Crouse: Madame le Président, je rappelle à l'honorable ministre qu'il ne s'agit pas de trois ou quatre sociétés puisque les sociétés en cause englobent une douzaine d'autres réparées un peu partout à Terre-Neuve.

LA SAISON DE PÊCHE AU HARENG DANS LE DÉTROIT DE NORTHUMBERLAND

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Il y a un autre secteur de l'industrie qui éprouve des problèmes; en l'occurrence, l'industrie de la pêche au hareng du détroit Northumberland dont le député de Central Nova a déjà parlé et dont les membres se sont vu refuser le droit de pêcher le hareng même s'il y en a en abondance et même s'ils comptent là-dessus pour gagner leur vie. Le ministre réfléchira-t-il de nouveau à la situation et prolongera-t-il la saison de la pêche cette année en attendant qu'on puisse examiner tous les facteurs en cause de façon plus approfondie?

L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans): Madame le Président, je voudrais rappeler les principaux faits aux députés. Les experts m'ont signalé que les stocks de hareng sont en très piteux état et que si nous ne voulons pas qu'ils disparaissent complètement, nous devrions réduire les prises le plus possible. A cause de cela, j'ai augmenté le quota de 4,000 tonnes cette année. J'ai prolongé la saison de la pêche cette année et les prises dépassent déjà celles de l'année dernière. Vu que je dois avant tout songer à protéger les stocks, il me semble que j'agirais de façon irréflective en autorisant une nouvelle prolongation. J'ai d'ailleurs rencontré le ministre des Pêches du Nouveau-Brunswick ce matin et j'ai aussi parlé au ministre de la Nouvelle-Écosse et je signale que tous les experts conviennent que ce serait extrêmement imprudent d'autoriser une pêche excessive.

LA REPRÉSENTATION DE TERRE-NEUVE AU CABINET

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur la crise économique que connaît Terre-Neuve. La province compte à l'heure actuelle 43,000 chômeurs, soit un taux de chômage de 19 p. 100 au meilleur moment de l'année en ce qui a trait à l'emploi. Dans les secteurs de la pêche et des forages sous-marins, c'est le chaos. Le gouvernement a conspiré avec la banque de Nouvelle-Écosse pour mettre en tutelle les trois sociétés de chalutage, ce qui a nuï aux marchés aux États-Unis et mis en danger des milliers d'emplois.

Or, au beau milieu de ce chaos, on ne retrouve aucun représentant de cette province au sein du cabinet. Le premier ministre pourrait-il nous dire quand il remplacera le député de White Bay qu'il a congédié et le député de Burin-Saint-Georges qui a fait partie du cabinet pendant les dix jours qui ont ébranlé le monde et qui a, pour des raisons personnelles que nous ignorons, démissionné? Quand le premier ministre nommera-t-il un nouveau représentant qui pourra s'attaquer à certains des problèmes en ce qui a trait au gouvernement fédéral? Qui sera nommé et à quel moment? Combien de temps devrons-nous encore attendre?